



Associations de Martinique & Accès aux financements

de Fondations et Fonds de dotation

- Cartographie des freins
- Panorama des solutions

Restitution Atelier participatif

28/11/2025 - Téyat Otonom Mawon – Fort de France



Sommaire

Constat de départ	2
L'atelier.....	2
Sondage et résultats.....	3
Cartographie collective des freins	6
1. Veille & accès à l'information.....	6
Freins identifiés collectivement :.....	6
2. Ingénierie de montage de dossiers de candidature.....	7
Freins identifiés collectivement :.....	7
3. Capacités organisationnelles.....	8
Freins identifiés collectivement :.....	8
Panorama collaboratif des solutions.....	9
Leviers internes.....	9
Leviers externes.....	10
Conclusion & perspectives.....	12

Claudia ZIM-IOU-SIÉ

Ambassadrice bénévole Fondation de France / Antilles Guyane

claudia.creaforma@gmail.com

Décembre 2025

Constat de départ

Malgré une richesse d'initiatives locales, **la Martinique reste l'un des territoires les moins financés par les fondations nationales**, alors même que les besoins sociaux, culturels, éducatifs et sportifs sont majeurs.

	Global	Martinique
Projets financés par la Fondation de France et ses fondations abritées	12 300 projets	17 projets
Montant redistribué	372 M€	161 658 €

Constat basé sur des données extraites du rapport d'activité 2024 de la Fondation de France, complétées par des informations spécifiques relatives aux interventions de la Fondation et de ses fondations abritées en Martinique.

L'atelier

Organisé le vendredi 28 novembre 2025 de 09h00 à 13h00 au Téyat Otonom Mawon (TOM à Fort-de-France), l'atelier participatif « Associations et financements : comprendre les freins, construire les solutions » a réuni **48 participant·es** venu·es pour partager les constats, difficultés et propositions d'actions.

Cet événement s'est inscrit dans le cadre du Mois de l'Économie Sociale et Solidaire. Il a bénéficié du soutien de la **Ville de Fort-de-France** et de **l'Association Dynamique Foyalaise (ADF)** qui ont mis à disposition le TOM et assuré la coordination logistique.

Un **temps convivial de clôture** a été rendu possible grâce au soutien apporté par la **Fondation de France**, permettant de prolonger les échanges entre participant·es.

Une mention spéciale pour les personnes ayant assuré à titre gracieux l'accueil des participants l'installation de la salle, du matériel et du pot de clôture, l'animation, la prise de notes et la synthèse des informations échangées lors de l'atelier :

Christine MALDEBAULT, Sandrine MASSENYA, Audrey BAZABAS, Ludivine RHINO, Stéphane LAGACHE, Mathieu PETIT et Claudia ZIM-IOU-SIÉ (animation).

Et encore "Merci aux personnes ayant répondu au sondage et participé à l'atelier !

Les enseignements de cet atelier constituent ainsi un point d'appui pour prolonger la réflexion, explorer les leviers identifiés, créer/renforcer les dynamiques collectives au service des associations du territoire.

Sondage et résultats

Un sondage, réalisé en amont de l'atelier, a permis d'obtenir un premier état des lieux des freins rencontrés par les associations en matière de recherche de financements. Les données recueillies ont structuré la réflexion collective et orienté la priorisation des pistes d'action travaillées pendant l'atelier.

Objectifs du sondage :

- Identifier les ressources financières mobilisées par les associations martiniquaises
- Déterminer la place des financements de fondation dans les modèles socio-économiques des associations
- Repérer les difficultés d'accès aux financements de fondations

Diffusion du questionnaire



Questionnaire en ligne diffusé du 14 octobre au 27 novembre 2025



76 répondants



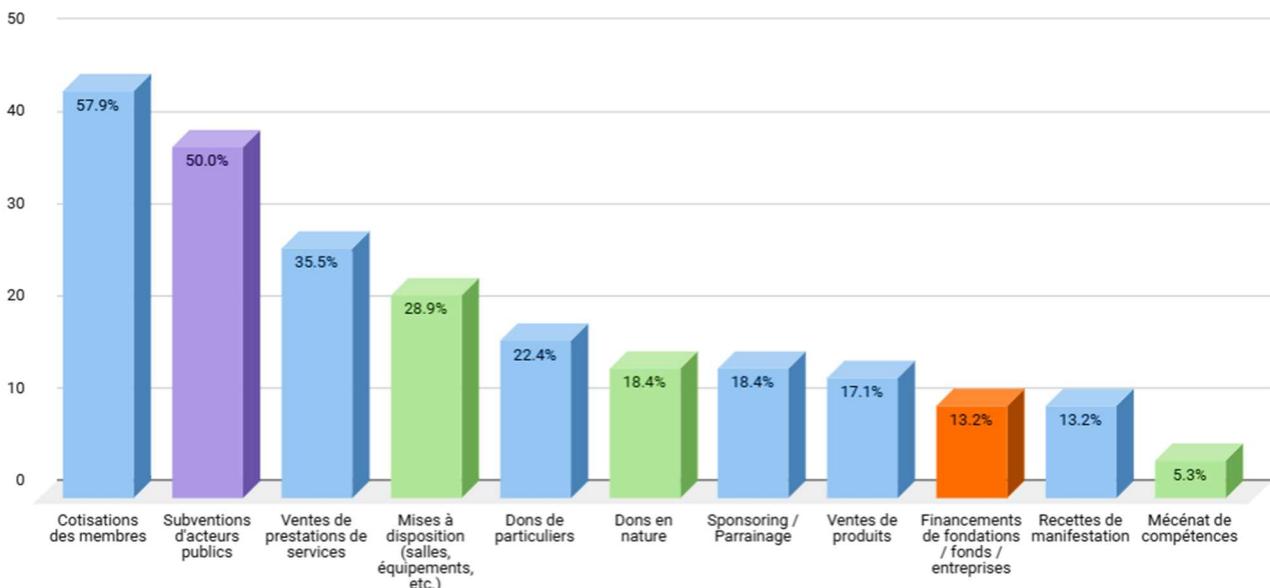
91% d'acteurs associatifs salariés bénévoles



9% de représentants de structures publiques/privées de soutien à la vie associative

Répartition des ressources mobilisées par les associations

Question : Quelles sont les ressources mobilisées par votre association ?



Le taux de mobilisation des différentes ressources ne reflète pas leur poids réel dans le budget des associations.

Certaines sources de financement restent sous-exploitées, alors qu'elles pourraient contribuer à renforcer la stabilité financière des structures :

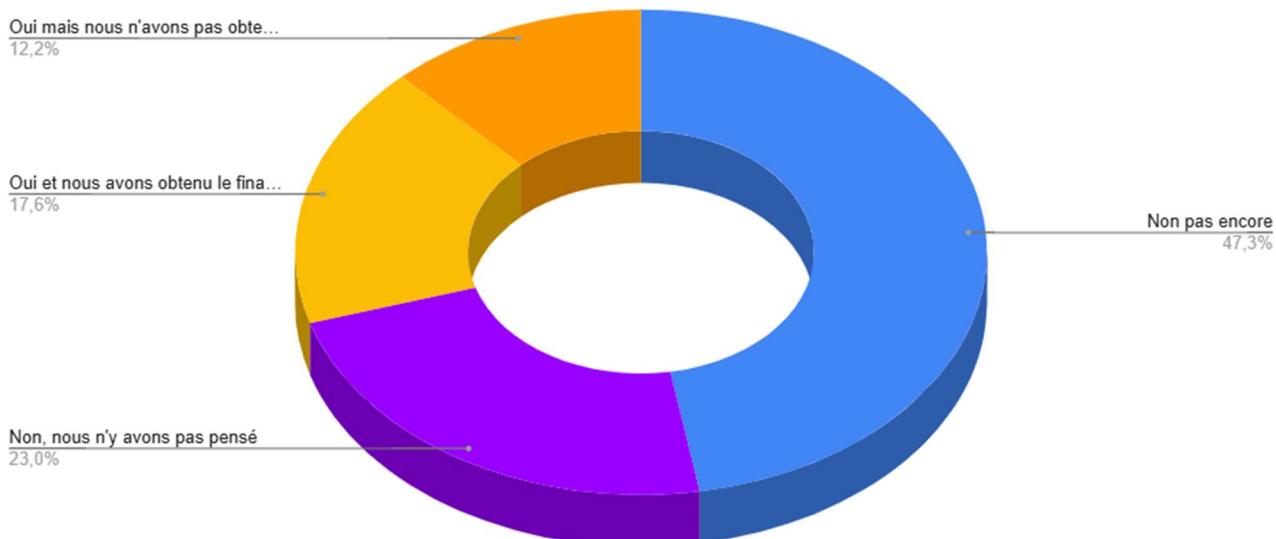
- **les financements issus de fondation fonds de dotation et entreprises**, pourtant accessibles à une diversité de projets associatifs.
- **les recettes de manifestation** en s'appuyant notamment sur du parrainage/sponsoring et des contributions volontaires (mise à disposition de salles et équipements, dons en nature ...)

Le **mécénat de compétences** est une pratique à laquelle les associations mais aussi les entreprises ont peu recours. Il gagnerait à être mieux connu et mieux compris des deux parties pour être pleinement mobilisé.

Certaines associations disposent de **fonds dormants sur leurs comptes courants**. Une partie de ces réserves pourrait être placée sur des supports bancaires adaptés, permettant de générer des revenus complémentaires.

Sollicitation des fondations

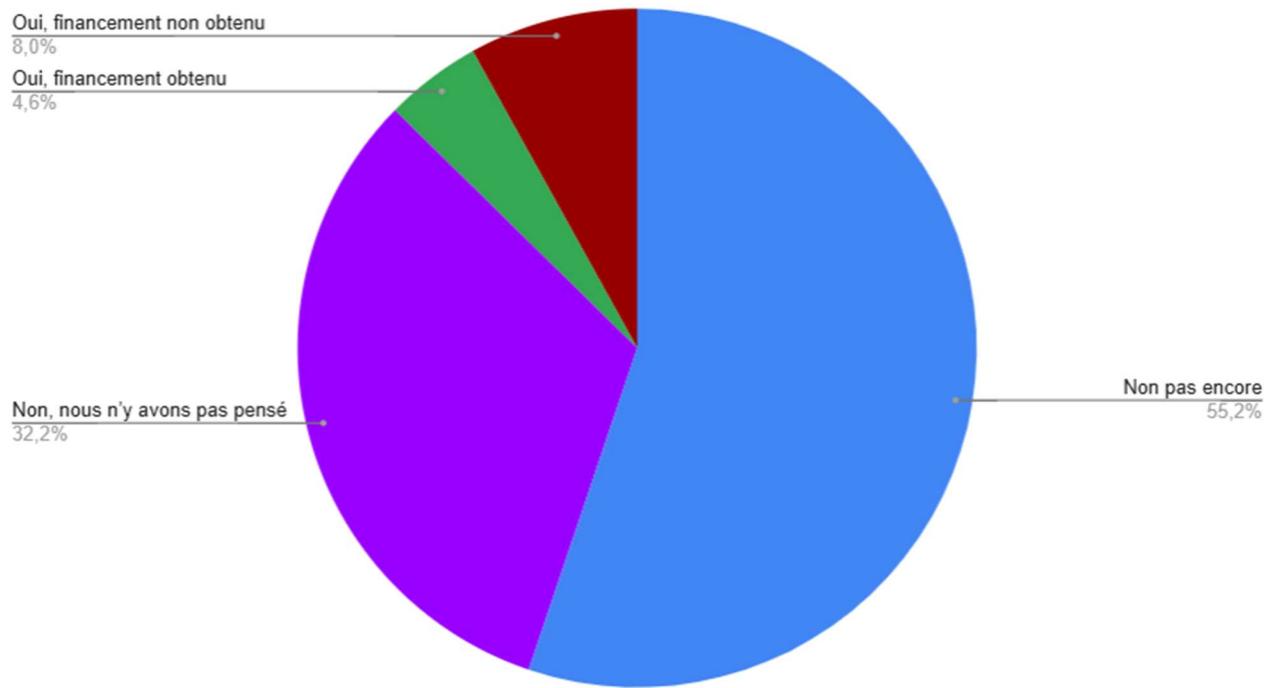
Question : Avez-vous déjà sollicité une fondation pour cofinancer un de vos projets ?



70.3% des acteurs associatifs interrogés ne sollicitent pas les Fondations en tant que partenaires financiers

Identification de la Fondation de France en tant que partenaire financier par les associations martiniquaises

Question : Avez-vous déjà sollicité la Fondation de France pour cofinancer un de vos projets ?



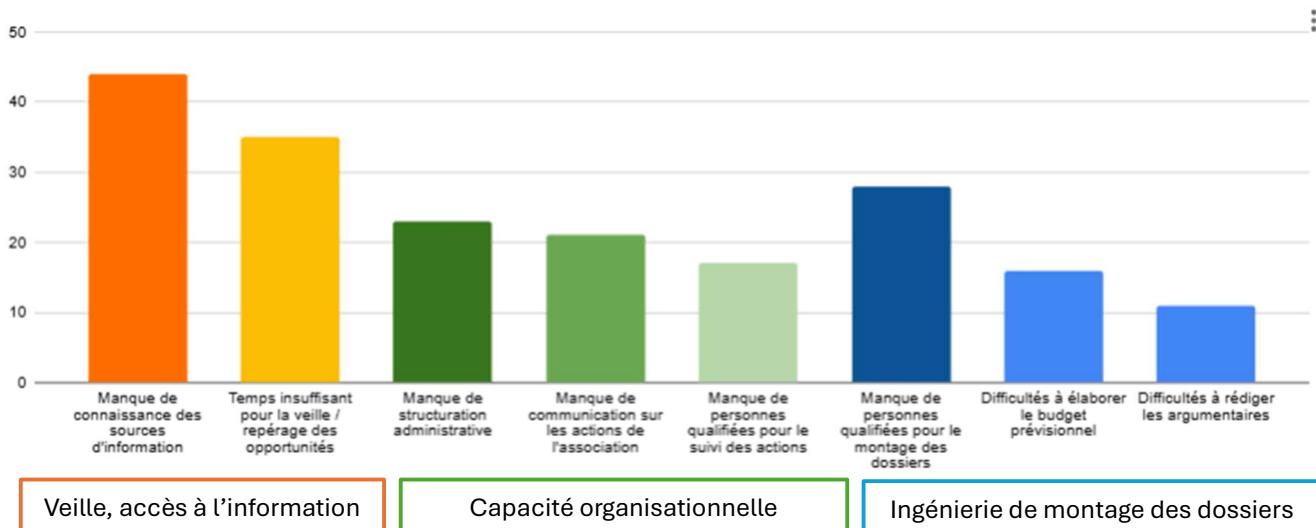
87.4% des acteurs associatifs interrogés ne sollicitent pas la Fondation de France dont 32.2% qui n'y ont jamais pensé

Cartographie collective des freins

Le sondage a permis l'identification de 3 grands types de freins majeurs :
Veille, accès à l'information | Capacité organisationnelle | Ingénierie de montage des dossiers

Difficultés d'accès aux financements de fondations

Question : Quelles difficultés rencontre votre association dans ses recherches de financements ?



1. Veille & accès à l'information

Freins identifiés collectivement :

- Méconnaissance des financeurs et des appels à projets.
- Temps insuffisant pour la veille, manque de personnel dédié.
- Compréhension insuffisante des critères et modalités des dépôts de candidature
- Difficulté à structurer une véritable stratégie de veille
- Peu de réflexes vers les fondations ou partenaires privés, notamment situés hors du territoire martiniquais.

Plusieurs participant·es ont évoqué l'absence d'**une plateforme locale** centralisant les opportunités de financement.

Toutefois, ce besoin apparaît moins pertinent qu'en apparence :

- De nombreux sites nationaux et plateformes spécialisées recensent déjà une grande partie des appels à projets publics et privés.
- La variété des financeurs et des thématiques rend illusoire la création d'un outil unique exhaustif.

Le réel enjeu semble être la **capacité des associations à définir leur propre stratégie de veille**, adaptée à leur secteur d'activité, leurs publics et leurs types de projets.

La **Résistance au changement** a également été évoquée. En effet, les financeurs publics sont les mieux identifiés sur le territoire et les plus sollicités. Le recours aux aides publiques est systématique. Les associations n'ont pas le réflexe fondation et encore moins celui de se

tourner vers des partenaires privés localisés en France hexagonale. L'intervention financière des pouvoirs publics est perçue comme une forme de reconnaissance institutionnelle de l'action de l'association.

Les associations manquent de temps, de ressources humaines, d'outils et de repères pour identifier les financeurs et comprendre les modalités de candidature.

Les principaux défis sont la structuration d'un système de veille efficace et la diversification des partenaires au-delà des acteurs publics.

2. Ingénierie de montage de dossiers de candidature

Freins identifiés collectivement :

- Manque de personnes qualifiées (bénévoles et salarié·es) pour le montage des dossiers
- Offre locale de formation limitée
- Difficultés à élaborer le budget prévisionnel , à identifier les coûts réels et à intégrer les dépenses indirectes
- Difficultés à rédiger les argumentaires
- Grande diversité des critères, formats et attentes selon les fondations
- Manque de compréhension des spécificités locales par certains financeurs nationaux

Les participant·es ont souligné la grande **diversité des critères et formats selon les fondations**.

Cette hétérogénéité entraîne la nécessité d'adapter le même projet à des formats très différents selon les financeurs et des difficultés à définir des indicateurs pertinents pour chaque partenaire.

Ces éléments contribuent à rendre la **démarche chronophage**.

Un point important ressort des échanges : Les **bénévoles et salarié·es en charge de la recherche de financement manquent de formation spécifique** au montage de dossiers.

Cela s'explique en partie par :

- La rareté des formations locales à destination des acteurs associatifs axées sur la construction de dossiers de demandes de financements
- L'absence d'une offre de formation initiale dédiée à la gestion associative sur le territoire, notamment dans l'enseignement supérieur,

Le **budget prévisionnel** est l'un des éléments les plus difficiles à construire. Plusieurs freins ont été évoqués :

- Difficulté à identifier les coûts de l'action
- Méconnaissance des règles permettant d'intégrer les dépenses indirectes
- Absence d'une mise en place de comptabilité analytique au sein de l'association

Certain·es participant·es ont également souligné que les financeurs nationaux saisissent parfois mal les **spécificités locales** : coûts locaux plus élevés, contraintes géographiques et démographiques ...

Les associations manquent de compétences, de formation et d'outils pour élaborer des dossiers solides, notamment sur le budget prévisionnel et les argumentaires.

La diversité des formats, la méconnaissance des règles financières rendent la démarche complexe et chronophage.

3. Capacités organisationnelles

Freins identifiés collectivement :

- Manque de structuration administrative
- Difficultés à produire les pièces justificatives
- Manque de personnes qualifiées pour le suivi des actions
- Manque de communication sur les actions de l'association
- Manque d'ingénierie interne (méthodes, outils, gestion de projet)
- Vivier de bénévoles insuffisant
- Peu de mutualisation entre associations

Les participant·es ont souligné que nombre d'associations fonctionnent avec une **structure administrative fragile**, souvent portée par quelques bénévoles très investis. La priorité est donnée à l'action directe (interventions, événements, activité terrain), au détriment des tâches administratives, comptables ou financières pourtant essentielles pour accéder à des financements.

Le vivier local de bénévoles est réduit, notamment en raison de la mobilité des jeunes diplômés (plus de 50 % quittent l'île pour poursuivre leurs études) et du vieillissement de la population.

Le **manque d'ingénierie interne** – méthodes de gestion de projet, outils, procédures internes – contribue également à fragiliser les associations, notamment lorsqu'il s'agit de produire des pièces justificatives ou de suivre les actions financées.

Un autre point important concerne le **manque de communication sur les actions menées** : faute de temps ou de compétences dédiées, les associations valorisent peu leurs réalisations, ce qui nuit à leur visibilité et à la compréhension de leur impact par les financeurs.

Enfin, le déficit de mutualisation est souligné : **peu de structures coopèrent** pour partager des coûts (expert-comptable, graphiste, consultant·es), pour répondre ensemble à des appels à projets plus ambitieux, ou pour capitaliser leurs pratiques. Cette absence de synergies limite leur capacité collective à se renforcer.

Puissent également être rajoutés parmi les freins la question du niveau de **digitalisation des associations** et celle du **rescrit fiscal** parfois demandé par les fondations et fonds de dotation

Certaines associations disposent d'une structuration administrative fragile, d'un vivier limité de bénévoles et de peu d'ingénierie interne, ce qui complique le suivi des , la production de justificatifs et la communication sur leurs résultats.

Le manque de mutualisation entre structures renforce ces difficultés et limite leur capacité collective à se renforcer.

Panorama collaboratif des solutions

Leviers internes



Renforcer la stratégie de veille des associations

Une veille efficace suppose une **approche active et ciblée**, plutôt qu'une dépendance à un outil unique centralisé. L'enjeu consiste à renforcer la capacité des associations à définir une **stratégie de veille adaptée** à :

- leurs objet et secteur d'activité,
- leurs publics,
- leur territoire d'intervention,
- leur niveau de structuration administrative, financière et organisationnelle
- et à leurs Valeurs



Outiller la veille

Des **outils simples et partagés permettent de structurer la veille**, assurer le suivi des actions de recherche de financements, éviter les pertes d'information, fluidifier la communication entre les différents intervenants.

- Utiliser un Tableau de suivi des opportunités et des candidatures,
- Assurer un Stockage centralisé des dossiers de candidature, fiches-projets, règlements et notes de cadrage des appels à projets identifiés
- Créer des comptes sur les plateformes consacrées à la recherche de financement pour sauvegarder les opportunités identifiées et recevoir des alertes correspondant aux critères définis



Outiller le montage des dossiers de candidature

Des **outils simples et partagés permettent de structurer le montage des dossiers**, éviter les pertes d'information, fluidifier la communication entre les différents intervenants.

- Avoir recours à des outils collaboratifs, (Cloud, Editeurs de texte, tableurs ...) notamment via Solidatech (www.solidatech.fr)
- Assurer un Stockage centralisé des dossiers de candidature, fiches-projets, règlements et notes de cadrage des appels à projets identifiés, plans de financements de l'association et de ses projets.
- Avoir recours aux outils d'intelligence artificielle pour la rédaction et la consolidation d'argumentaires, l'analyse des critères de sélection des financeurs, la mise en adéquation projet/financeur ...
- Élaborer des trames de dossiers de candidature et plans de financement (budgets provisionnels)



Impliquer et former les bénévoles et salariées

La recherche de financements nécessite une **répartition claire des rôles, l'allocation de temps dédié et l'acquisitions/développement des compétences nécessaires**.

- Identifier et répartir clairement les missions liées à la recherche de financements (veille, analyse, rédaction, suivi).
- Prévoir des temps dédiés pour sécuriser les tâches essentielles : candidature, pilotage, suivi budgétaire, évaluation et bilan.
- Encourager la montée en compétence des bénévoles et salariées via des formations ciblées.

Les difficultés observées montrent un besoin clair de **montée en compétence** sur les bases du montage de dossier et du budget prévisionnel. Objectif : améliorer la qualité des candidatures

- Mobiliser le financement de formations via les OPCO (Afdas pour le sport/culture, Unformation pour le social, etc.).
- Inciter les bénévoles à participer aux actions de formation gratuite ou à bas coût qui leur sont destinées
- Développer des parcours internes de valorisation des compétences des bénévoles spécifiquement en charge de la recherche de financement en s'appuyant sur des outils comme les livrets de compétences bénévoles, délivrance d'attestations « maison » ...



S'appuyer sur la Gouvernance

La gouvernance est un levier essentiel, mobilisée et outillée, elle permet de **réaliser des choix cohérents pour une recherche de financement plus efficace**.

- Formaliser un Projet associatif permettant une vision à moyen/long terme.
- Clarifier les orientations financières et les types de partenaires à mobiliser.
- Renforcer l'implication des dirigeant·es dans le pilotage stratégique, incluant la compréhension des règles de gestion associative et la prise de décision sur les démarches de financement.



Aller vers de nouveaux financeurs au-delà des frontières

Les associations gagneraient également à **identifier et se faire connaître des partenaires privés à l'Hexagone mais aussi à l'échelle européenne dans une démarche proactive**.

Identifier les partenaires dont les priorités et missions sont cohérentes avec les activités et projets de l'association.

- Identifier des partenaires privés en Hexagone et en Europe dont les valeurs et priorités sont alignées.
- Proposer des temps d'échange pour présenter les activités et projets de l'association

Leviers externes



Développer des dynamiques collectives de montée en compétence

La mutualisation entre associations permet de renforcer la veille, d'améliorer la compréhension des critères et d'apprendre des démarches des autres.

- Crée une dynamique collective pour accélérer la montée en compétence de l'ensemble du tissu associatif local.
- Mettre en place des ateliers thématiques partagés entre associations :
 - o repérage et analyse des opportunités de financement,
 - o lecture et compréhension des critères d'éligibilité,
 - o aide au positionnement stratégique,
 - o rédaction des argumentaires
 - o composition des dossiers
 - o identification, chiffrage et affectation des dépenses
 - o conduite et gestion de projet
 - o partage de retours d'expériences et de bonnes pratiques



Mutualiser des ressources entre associations

Certaines missions peuvent être partagées, surtout dans un contexte de fragilité administrative et financière des structures. La mutualisation permet de réduire les coûts, d'améliorer la qualité des dossiers et de renforcer la capacité collective du secteur.

- Mutualiser des postes dédiés (chargé·e de mission financement, ingénierie projet...).
- Cofinancer l'intervention de spécialistes consultants et formateurs



Mobiliser les ressources locales

Newsletter de la DRAJES

Publiée par Cécile Renotte Urruty, Déléguée territoriale à la vie associative. La newsletter en plus des actualités du monde associatif, des événements, propose une veille des appels à projets portés par les acteurs publics locaux mais aussi des acteurs publics et privés. L'inscription à la newsletter se fait via l'adresse cecile.renotte-urruty@ac-martinique.fr



Portail des formations pour les bénévoles Le Mouvement associatif Martinique

<https://formations-benevoles.org/martinique/>

Zetwal: Portail d'information et d'orientation des entrepreneurs martiniquais (potentiellement mobilisable par les associations employeuses). www.zetwal.mq



Structures d'accompagnement et têtes de réseau

- DLA Martinique dlamartinique.com
- CRESS Martinique [linkedin.com/company/cress-martinique](https://www.linkedin.com/company/cress-martinique)
- Fédérations et unions d'associations de Martinique : URASS, Familles rurales, URISAE, CTOSMA, Foyers ruraux
- Groupement d'employeurs Sport Martinique gesportmartinique.com



Guid'Asso
Réseau national d'appui

Réseau Guid'Asso Martinique

Structures locales (associations, collectivités locales, institutions) labellisées pour leurs missions d'accueil et d'orientation, d'information ou d'accompagnement aux associations.

Carte des points d'appui Guid'Asso Martinique : guidasso972.gogocarto.fr

Acteurs privés spécialisés (hors Réseau Guid'Asso Martinique) :



creaforma.fr



lacinquiemepatte.com



kaleidoscope-dom.com

Conclusion & perspectives

Le sondage et l'atelier ont permis de mettre en lumière **des freins largement partagés par les associations martiniquaises** et d'identifier trois défis majeurs:

La Veille et l'Accès à l'information : Une méconnaissance des opportunités privées et une résistance au changement, avec un réflexe quasi-systématique vers le financement public.

L'Ingénierie de montage de dossiers : Un manque de compétences et de formation sur l'élaboration de dossiers solides, notamment le budget prévisionnel et l'argumentaire, face à la grande diversité des exigences des financeurs.

Les Capacités organisationnelles : Une fragilité administrative, un vivier de bénévoles limité et un déficit notable de mutualisation entre les structures.

Les échanges ont révélé un **tissu associatif engagé, inventif et déterminé**, malgré des **contraintes structurelles et contextuelles importantes**.

Les leviers proposés – qu'ils soient internes (gouvernance, organisation, compétences, outils) ou externes (accompagnement, mutualisation, ressources locales) – constituent une base solide pour **renforcer la capacité des associations à diversifier leurs financements** et améliorer la qualité de leurs candidatures. Ils ouvrent également la voie à une **dynamique collective**, fondée sur la coopération, la mutualisation, la formation et le partage d'expériences.

L'activation coordonnée des leviers identifiés, implique non seulement les associations, mais aussi les acteurs de l'accompagnement, les financeurs et les pouvoirs publics.

Perspectives

Pour les associations : structurer leur stratégie de veille, consolider leur ingénierie interne, investir dans la montée en compétence des bénévoles et salarié·es, et renforcer les coopérations.

Pour les structures d'accompagnement : continuer à développer des dispositifs de soutien ciblés, adaptés aux réalités du territoire, notamment en matière de formation, d'ingénierie et de partage d'outils.

Pour les fondations et financeurs privés : poursuivre l'effort de lisibilité, favoriser l'accès à l'information, intégrer davantage les spécificités territoriales dans l'analyse des projets, et encourager les partenariats durables avec les associations martiniquaises.

Pour les collectivités et élu·es : soutenir les dynamiques de coopération, valoriser l'écosystème associatif comme un acteur essentiel du développement local, et faciliter l'accès aux outils, espaces et dispositifs de soutien nécessaires à la structuration des associations.